



Rapport d'orientation budgétaire 2025

Conseil municipal - Vendredi 28 février 2025



SOMMAIRE

- PREAMBULE
- CONTEXTE JURIDIQUE DU DOB
- CONTEXTE DE L'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2025
- CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL
- LA LOI SPECIALE
- LA FISCALITE
- LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027
- CONSTAT RETROSPECTIF
- STRUTURATION DE LA DETTE
- DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Avant-propos

- La démarche du DOB est une obligation légale pour les communes de plus de 3 500 habitants, et **c'est un choix pour SAINTE SUZANNE ET CHAMMES**
- Première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du Budget Primitif (BP), le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) **doit permettre au Conseil municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.**
- L'exercice prospectif s'avère délicat depuis plusieurs années, tant la situation nationale et internationale est incertaine et évolue rapidement. L'effort qui est demandé aux collectivités s'élève à 5 milliards d'euros.



CONTEXTE DE L'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2025

En application de la « règle d'or », **les collectivités n'ont pas la possibilité, à la différence de l'Etat, de voter un budget en déficit et il leur est strictement interdit d'emprunter pour rembourser leur dette et pour financer leur fonctionnement.**

Et pourtant : réduction drastique du fonds vert, prélèvement pouvant atteindre 2 % des recettes de fonctionnement, hausse des cotisations CNRACL...

Les perspectives confirmées par le nouveau ministre qui attendent les collectivités sont dangereuses pour le pays à bien des égards :

- dangereuses pour notre économie car **les collectivités portent, à elles seules, près de 70 % de l'investissement public du pays.** Les conséquences seraient dramatiques, en particulier pour les entreprises des secteurs très liés à la commande publique, à l'image des travaux publics, faisant craindre un effet récessif important au moment où, déjà, beaucoup d'entreprises chancellent.
- dangereuses pour nos services publics de proximité : **l'effort demandé est tellement insoutenable qu'il aboutirait fatalement à un affaiblissement des services publics du quotidien** essentiels pour les habitants, et donc à un accroissement des inégalités et des fractures sociales et territoriales,
- dangereuses pour l'environnement, alors que l'accélération des investissements est nécessaire pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, et pour s'adapter au réchauffement climatique.



CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Contexte économique – vers un retour à plus d'équilibre

CROISSANCE	+ 1,1 % en 2024
	+ 0,8 % attendu en 2025
INFLATION	+ 4,1 % en 2023
	+ 1,8 % en 2024
	+ 1,4 % attendu en 2025
DEFICIT PUBLIC	6,1 % en 2024
	5,6 % attendu en 2025
LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES	Objectif, avoir une progression des dépenses 0,5 % inférieure à l'inflation

Inflation

Le ralentissement de l'inflation se poursuit en mars 2024

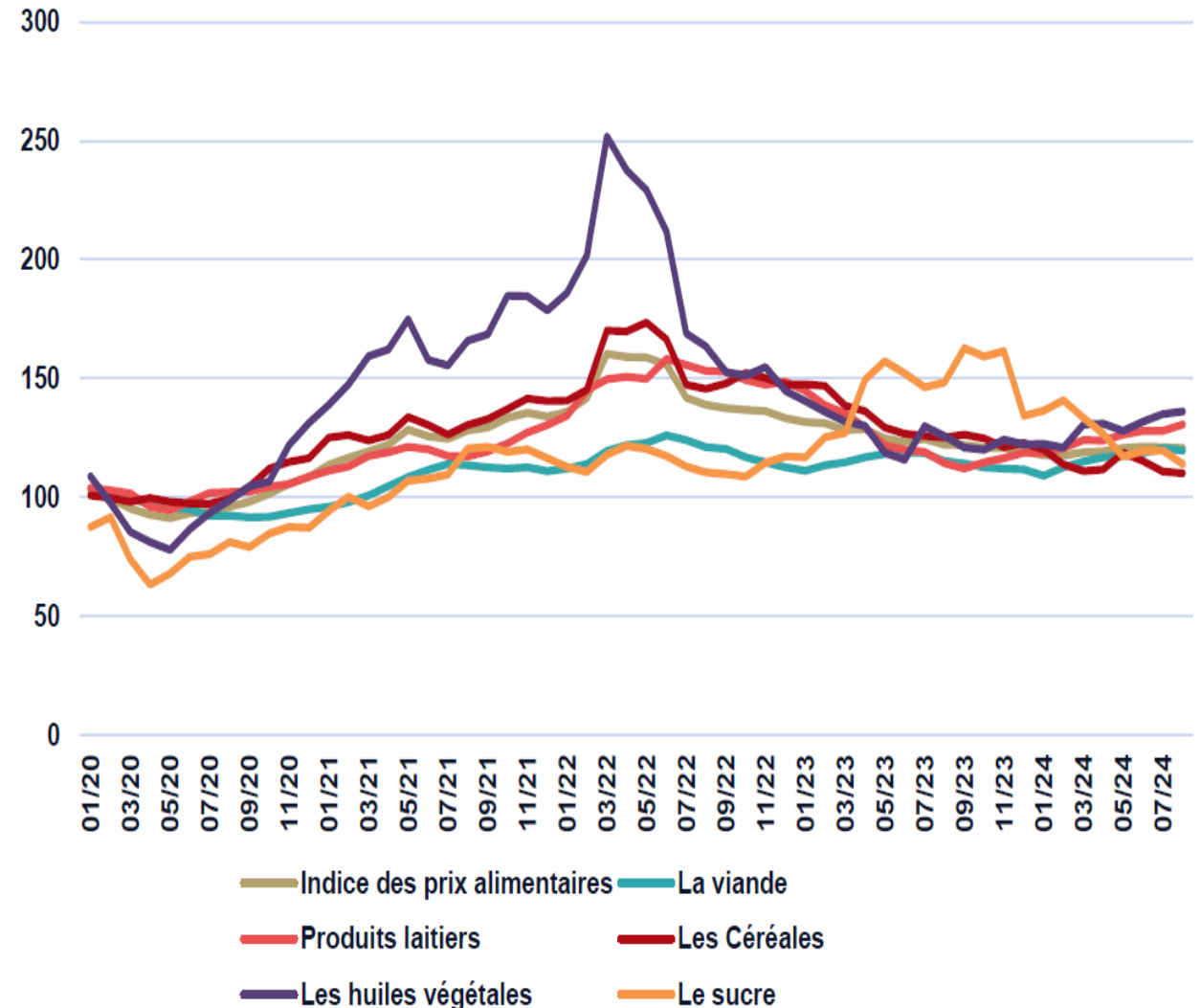
Indice des prix à la consommation, en %



SOURCE : INSEE

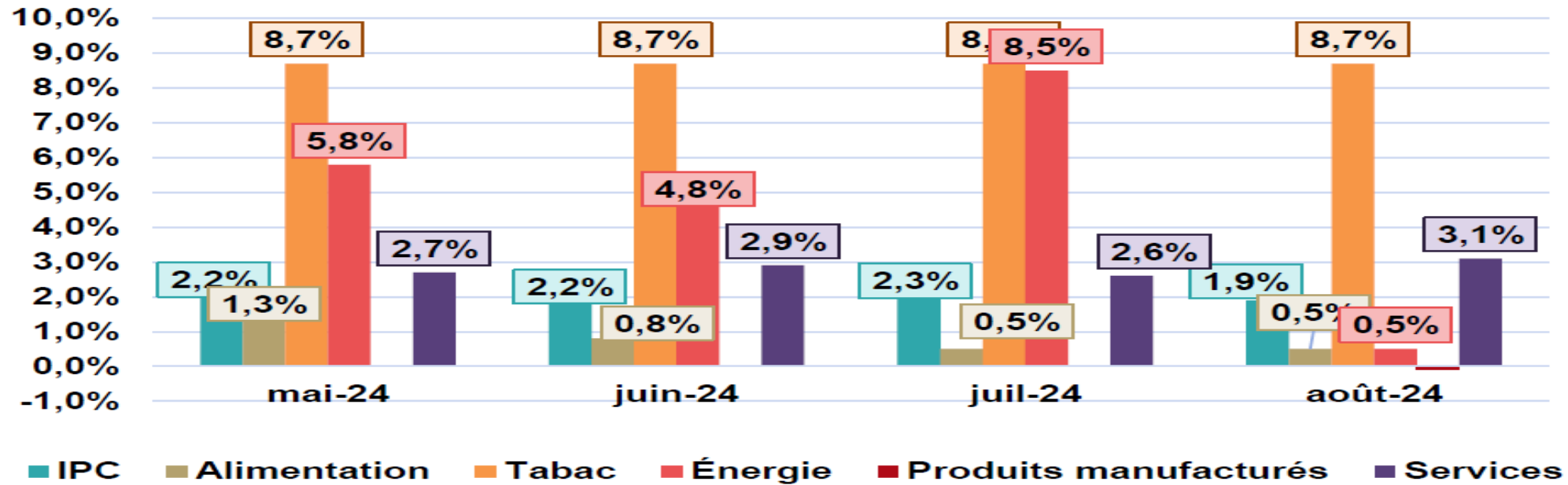


Evolution des indices FAO des prix alimentaires



Source : Food and Agriculture Organization

France : évolution des postes contribuant à l'inflation



Source : INSEE

Cette baisse de l'inflation s'expliquerait par le ralentissement marqué des prix de l'énergie, précise l'Insee : sur un an, les prix de l'électricité ont ralenti en raison d'un « effet de base », puisque les tarifs réglementés de l'électricité avaient été relevés au 1er août 2023. Les prix des carburants et autres fiouls ont également ralenti en raison de la baisse des cours du pétrole.

L'alimentation, qui avait connu une inflation à deux chiffres au plus fort de la crise, affiche depuis plusieurs mois une évolution plus modérée. En août, comme en juillet, la hausse des prix des produits alimentaires n'était plus que de 0,5 % sur un an, contre 11,2 % il y a un an.

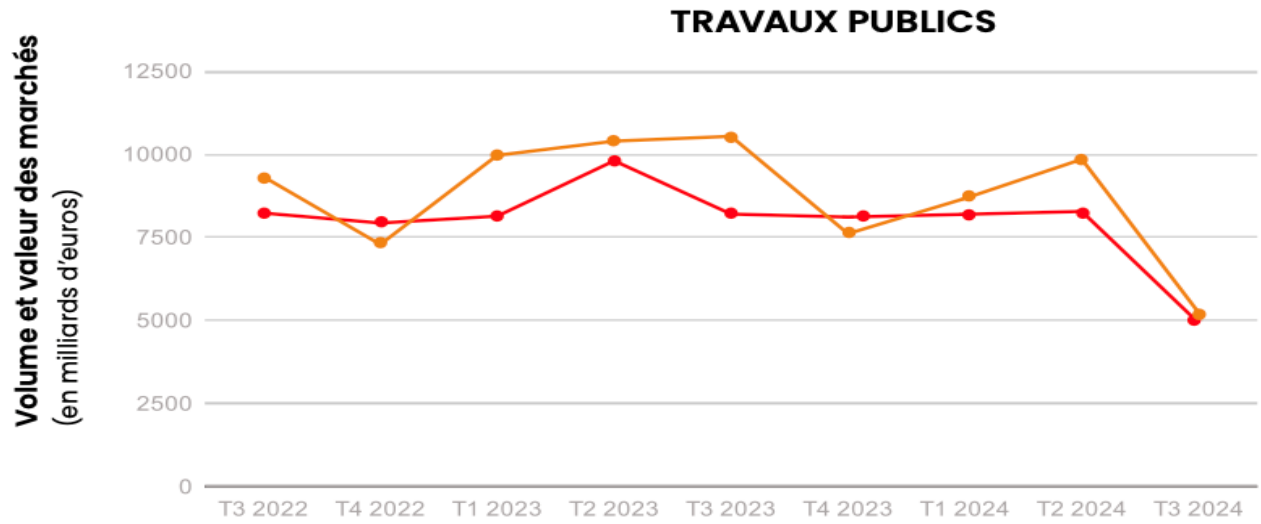
Prix de l'énergie

Évolution du prix de l'électricité* depuis le 1^{er} janvier 2014 au 29 novembre 2024



* Évolution des prix de clôture baseload calendar n+1

Une baisse confirmée par les chiffres des marchés publics de travaux sur l'année 2024



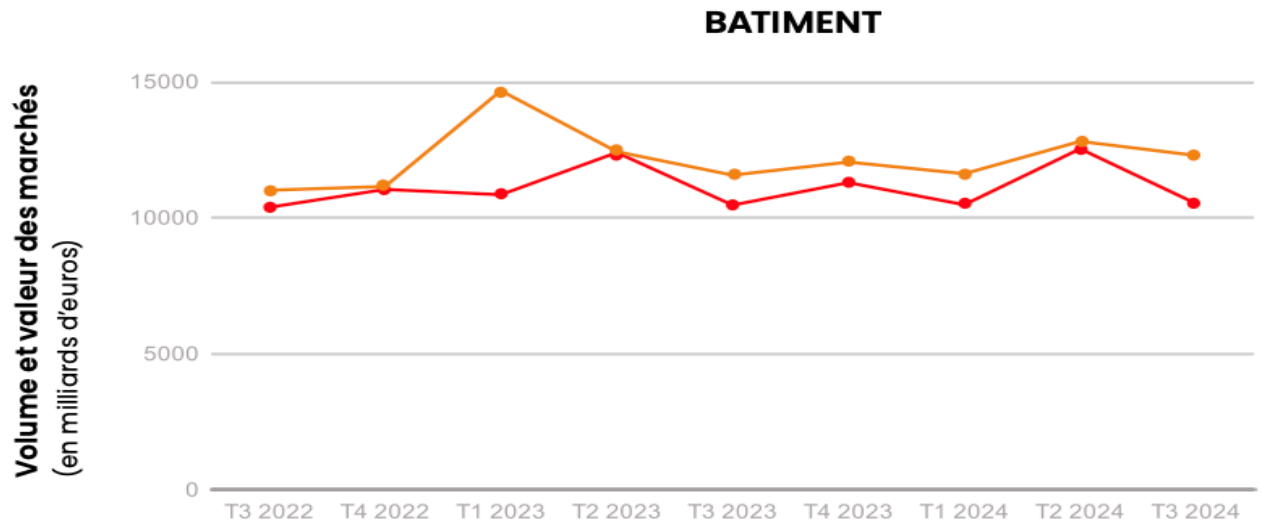
Taux d'évolution
de T1/T3 2023 à T1/T3 2024

-18%



-23%





Taux d'évolution
de T1/T3 2023 à T1/T3 2024

-6%



-3%



■ Volume ■ Valeur

La situation des finances publiques

Au plan national, cette année 2024 est marquée par un **dérapiage du déficit public**, qui atteint 6,1 % du PIB. Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler les données officielles publiées par l'INSEE, qui démontrent la faible part prise par les administrations publiques locales (APUL) dans ce déficit. La dette publique totale représente 109,9 % du PIB (3101,4 Md€ fin 2023), la dette locale n'en représente que 8,9 % (250,4 Md€), alors même que les collectivités assurent de l'ordre de 70 % des investissements publics civils.

Figure 3 - Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en milliards d'euros

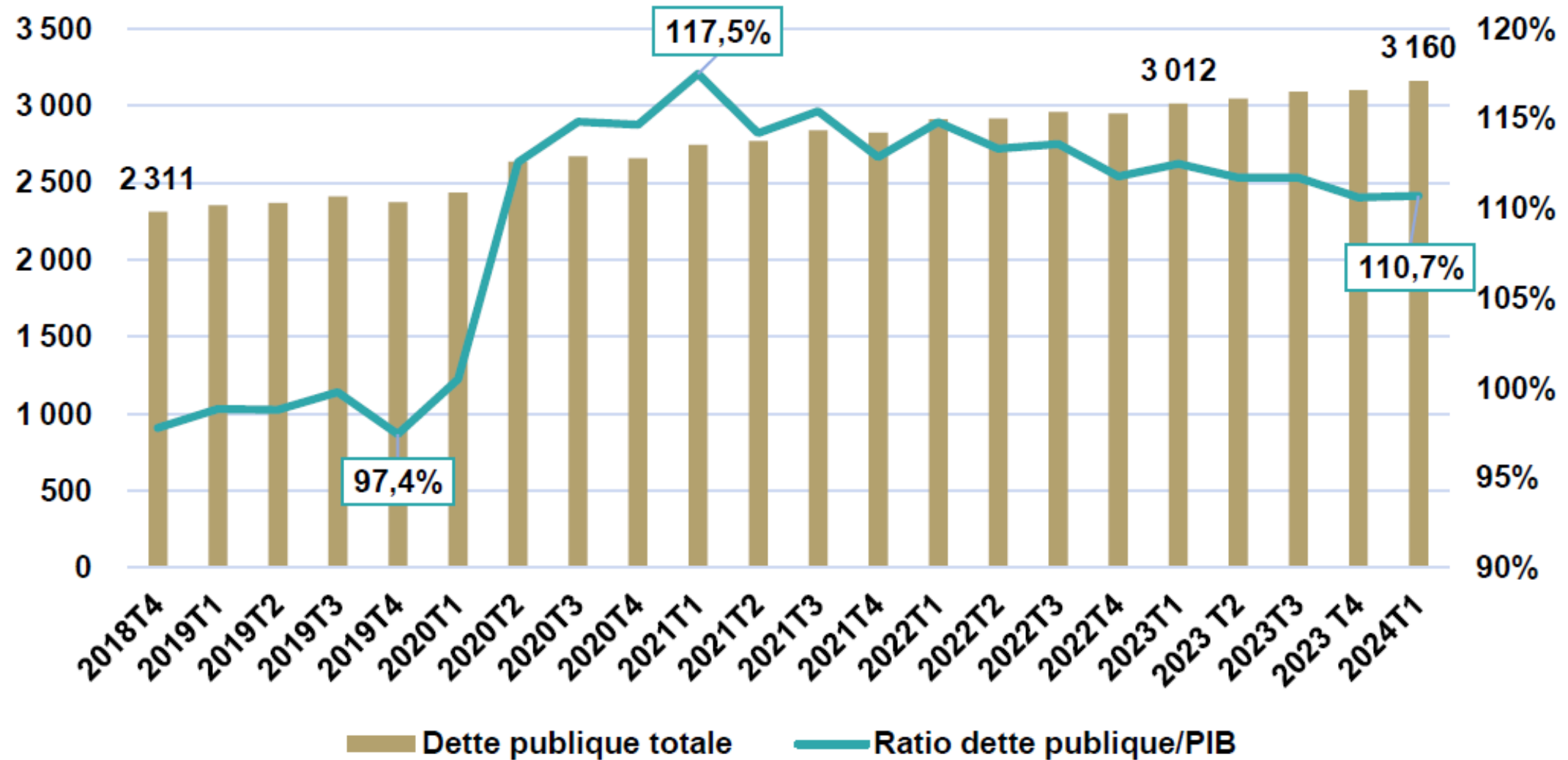
Administration publique	2020	2021	2022	2023
État	-177,0	-144,1	-148,4	-155,7
Organismes divers d'administration centrale	22,1	-0,5	15,5	-1,5
Administrations publiques locales	-3,9	-0,9	-1,1	-9,9
Administrations de sécurité sociale	-48,3	-19,7	8,2	13,2
Ensemble des administrations publiques	-207,1	-165,1	-125,8	-153,9

Lecture : En 2023, le déficit de l'État est de 155,7 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

L'incertitude qui pèse sur les décisions finales de la loi de finances 2025 nous contraint à dessiner des orientations budgétaires particulièrement serrées, sans pour autant renoncer aux projets engagés.

Evolution de la dette publique en Mds d'€ et en pourcentage du PIB (echelle de droite)





LOI FINANCES 2025

Impact pour **SAINTE SUZANNE**

=> Impact loi de finances

Après la démission du gouvernement le 5 décembre 2024 à la suite d'une motion de censure, les débats sur les textes financiers ont été suspendus.

Une loi spéciale promulguée le 20 décembre 2024 par le Président de la République et son décret d'application le 30 décembre 2024 ont permis la répartition des crédits relatifs aux services votés (article 47 Constitution) et d'assurer la continuité des services publics.

Le 15 janvier 2025 l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025 a pu reprendre.

La commission mixte paritaire a été réunie le 30 janvier 2025 pour élaborer un texte qui a été approuvé le 5 février 2025 par l'Assemblée Nationale et le 6 février 2025 par le Sénat.

Les dispositions de la loi de finances 2025 pour les collectivités :

=> **Suppression de la révision du taux de compensation de la TVA**

Le taux de compensation de la TVA reste inchangé ; il s'établit à 16,404 %. De même, le FCTVA sur certaines dépenses de fonctionnement est maintenu.

=> Dotation globale de fonctionnement, péréquation, Fond Vert, DSIL, DETR

La DGF est revalorisée de 150 M€ par un prélèvement sur les crédits de la DSIL qui sont donc minorés de 150 M€.

La hausse de la péréquation de 290 M€ est bien maintenue par rapport au texte initial, avec une répartition de 150 M€ sur la DSR et 140 M€ sur la DSU.

Le Fonds vert de 2 Md € est abaissé à 1,15 Md € par rapport à 2024.

La DETR est quant à elle sanctuarisée.

=> Report de trois ans de la suppression progressive de la CVAE

La version initiale de la loi de finances prévoyait un report de trois ans de la trajectoire de baisse de taux de cotisation sur la CVAE. Ainsi, entre 2025 et 2027, les taux de CVAE s'établissaient au même niveau que ceux de l'année 2024. Toutefois, l'absence d'adoption de loi de finances au 1er janvier a rendu impossible l'application de ces dispositions en 2025.

En conséquence, pour compenser la perte de recettes résultant de la baisse de taux de CVAE en 2025, la loi de finances instaure une contribution complémentaire temporaire assise sur la CVAE due au titre de 2025, qui a vocation à préserver le niveau de recettes de l'Etat.

=> **Départements-Plafond des DMTO**


Le plafond des DMTO pour les départements a été relevé de 4,5 % à 5 % sauf pour les primo-accédants, bénéficiant du PTZ (Prêt à Taux Zéro) sur les achats d'immobilier neuf (en dessous de 250 000 €).

Les mesures législatives et réglementaires complémentaires

=> **Taux de cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales**

Le PLFSS pour 2025 a été adopté dans le même calendrier que la loi de finances 2025 et inclut la hausse de 12 points sur 4 ans des cotisations CNRACL a été officialisée même si cette disposition avait fait l'objet d'un décret pour les collectivités territoriales. Dès le 1er janvier 2025 et jusqu'en 2028, les cotisations augmenteront de 3 points/an. Fixé à 31,65 %, le taux de cotisation passe donc immédiatement à 34,65 %, et continuera d'évoluer pour atteindre 43,65 % au 1er janvier 2028.

Le taux de cotisation d'assurance maladie des agents affiliés à la CNRACL est fixé au 1er janvier 2025, comme en 2023, à 9,88 % après 8,88 % en 2024. La baisse de 2024 visant à compenser la hausse simultanée d'un point de la cotisation employeur CNRACL est donc annulée.



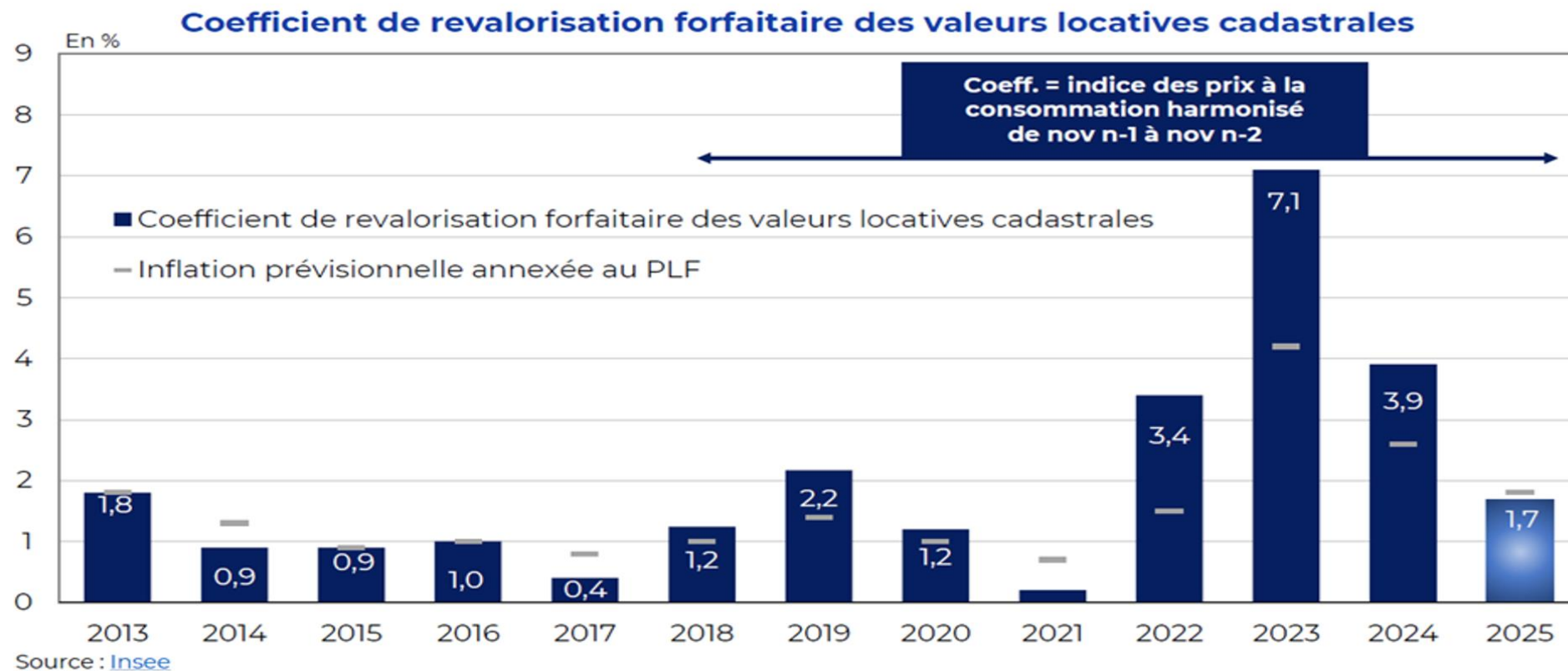


LA FISCALITE

=> La fiscalité : Coefficient de revalorisation forfaitaire des bases pour 2025

A compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N).

L'IPCH constaté début décembre 2024 est à 1,68 %. Toutefois, cette revalorisation ne s'applique uniquement que sur les bases d'habitation et de locaux industriels (et non sur les bases dites professionnelles et commerciales).





1. Constat rétrospectif et prospectif

1.1. Recettes de fonctionnement

1.2. Dépenses de fonctionnement

1.3. Autofinancement brut et net

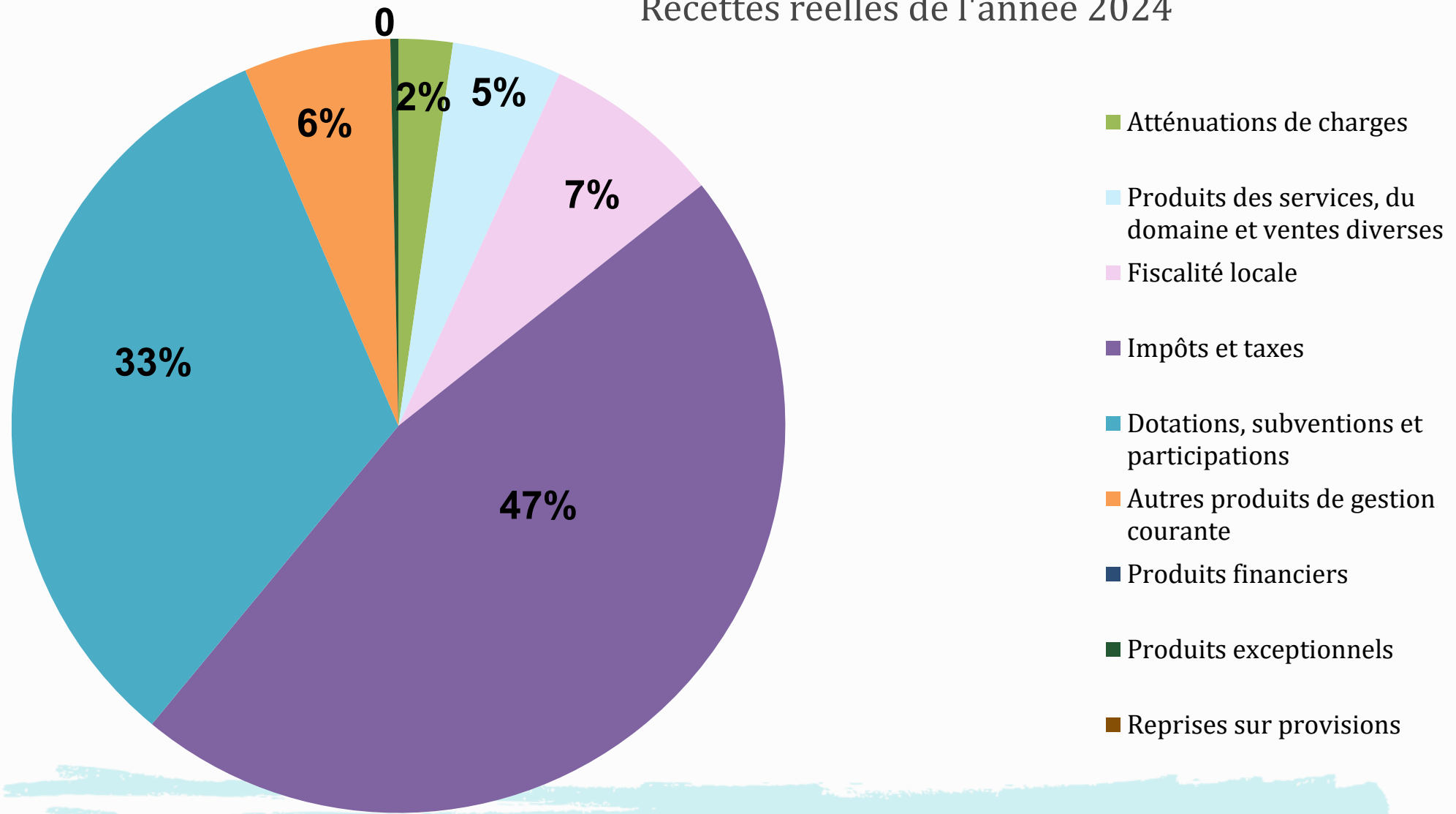
1.4. Investissement

1.5. Comparaisons

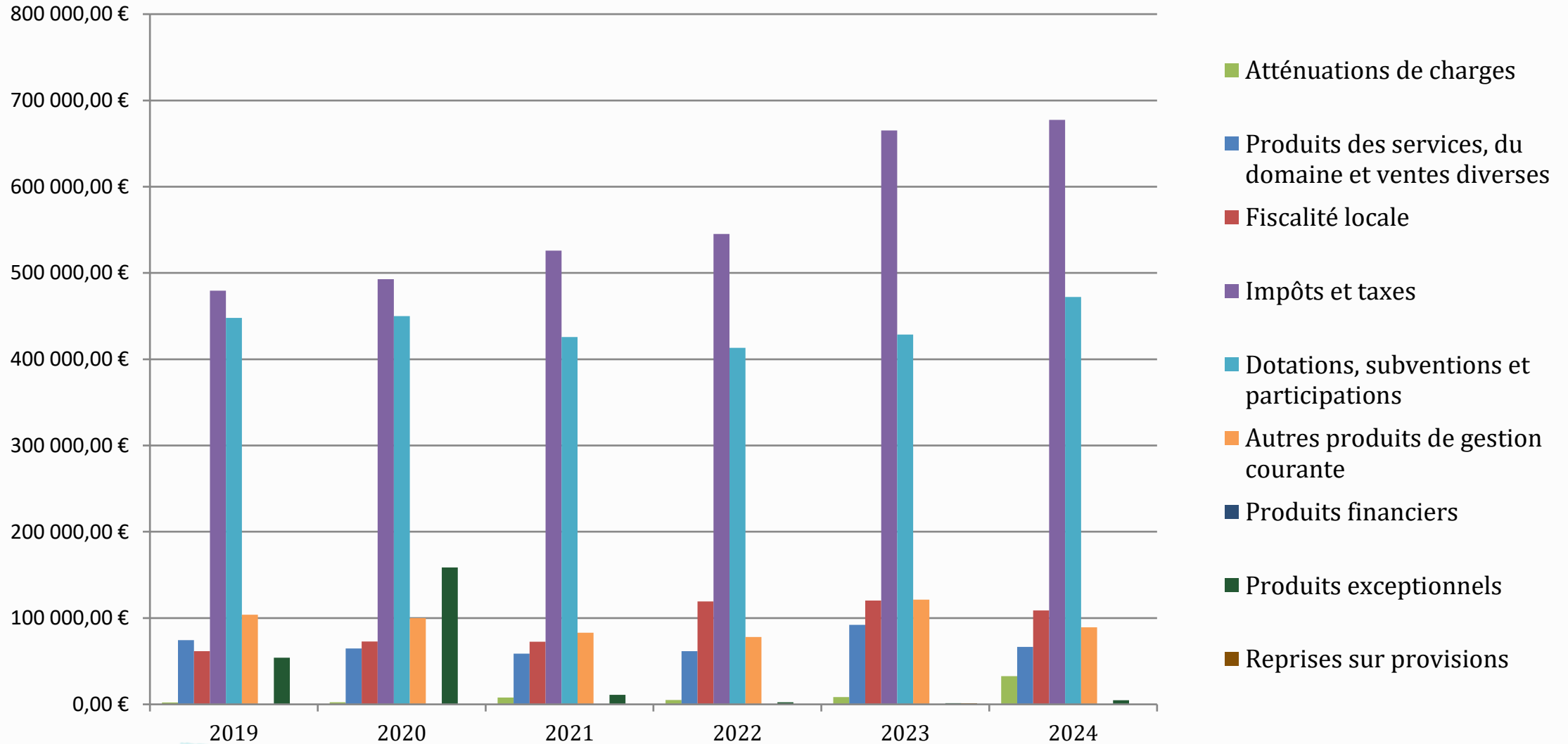
1. Comparaisons

1.1. Recettes de fonctionnement

Recettes réelles de l'année 2024



1.1. Recettes de fonctionnement



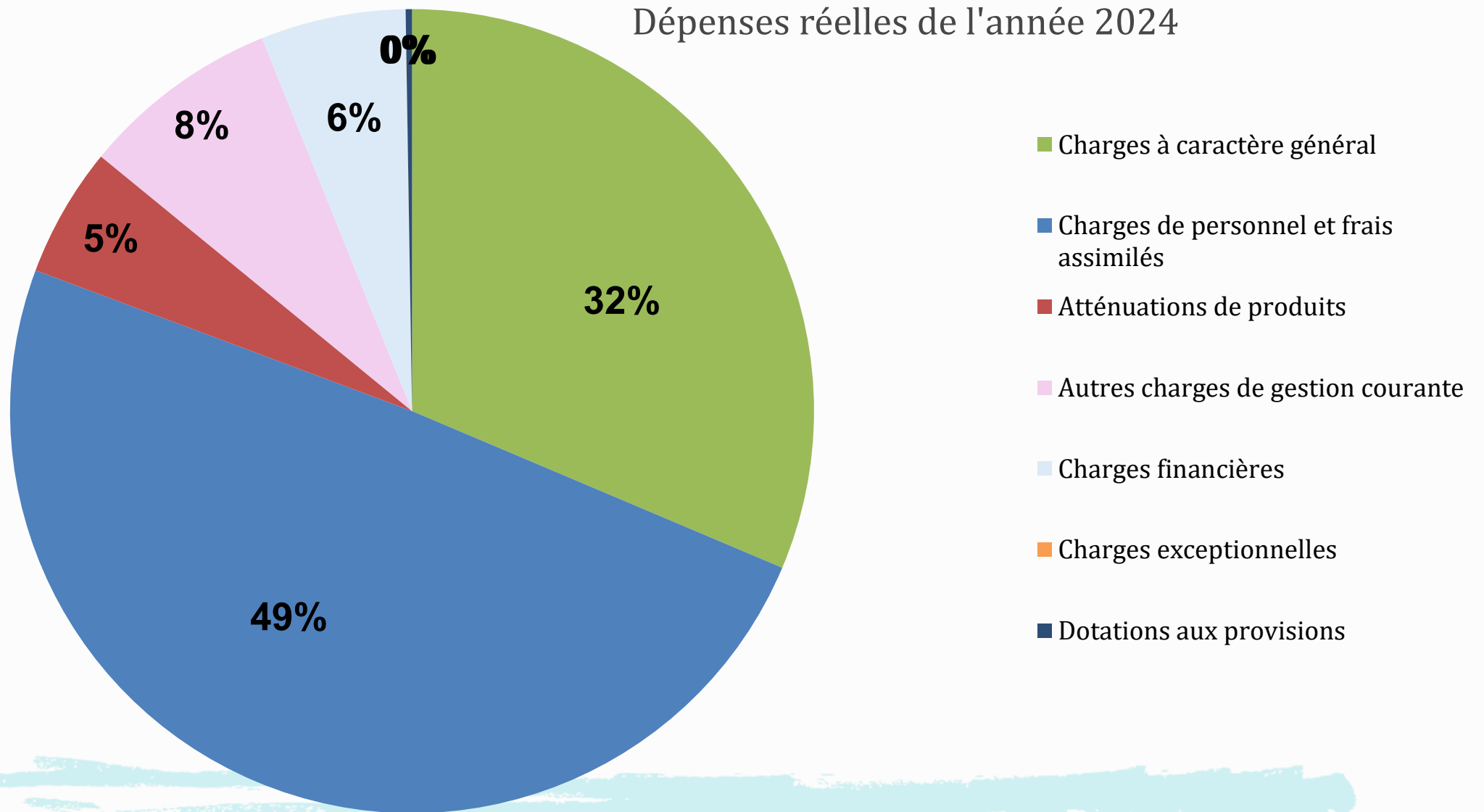
1.1. Recettes de fonctionnement

		2019	Evol	2020	Evol	2021	Evol	2022	Evol	2023	Evol	2024
013	Atténuations de charges	2 273,00 €	8 %	2 452,00 €	226 %	8 001,84 €	-37 %	5 043,94 €	69 %	8 526,00 €	285 %	32 806,38 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	74 339,96 €	-13 %	64 660,30 €	-9 %	58 711,72 €	5 %	61 509,96 €	50 %	92 202,25 €	-28 %	66 460,83 €
73	Fiscalité locale	61 652,00 €	18 %	72 894,00 €	-0 %	72 620,00 €	64 %	119 240,23 €	1 %	120 346,00 €	-10 %	108 805,62 €
731	Impôts et taxes	479 436,00 €	3 %	492 777,00 €	7 %	525 786,00 €	4 %	545 307,00 €	22 %	665 222,00 €	2 %	677 569,30 €
74	Dotations, subventions et participations	447 974,98 €	0 %	450 037,13 €	-5 %	425 643,89 €	-3 %	413 177,29 €	4 %	428 513,00 €	10 %	472 278,04 €
75	Autres produits de gestion courante	103 864,56 €	-4 %	99 857,15 €	-17 %	83 100,52 €	-6 %	77 935,89 €	56 %	121 416,37 €	-27 %	89 183,88 €
76	Produits financiers	0,72 €	0 %	0,72 €	-100 %	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €
77	Produits exceptionnels	54 068,48 €	194 %	158 738,54 €	-93 %	10 955,22 €	-79 %	2 320,94 €	-37 %	1 464,02 €	233 %	4 870,96 €
78	Reprises sur provisions	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %	1 298,96 €	-100 %	0,00 €
	Recettes réelles de fonctionnement	1 223 609,70 €	10 %	1 341 416,84 €	-12 %	1 184 819,19 €	3 %	1 224 535,25 €	18 %	1 438 988,60 €	1 %	1 451 975,01 €
042	Opérations d'ordre transfert entre sections	26 487,99 €	-97 %	877,50 €	1 331 %	12 558,35 €	-100 %	0,00 €	0 %	52 335,68 €	-100 %	0,00 €
	Opérations d'ordre	26 487,99 €	-97 %	877,50 €	1 331 %	12 558,35 €	-100 %	0,00 €	0 %	52 335,68 €	-100 %	0,00 €
	Total recettes de fonctionnement	1 250 097,69 €	7 %	1 342 294,34 €	-11 %	1 197 377,54 €	2 %	1 224 535,25 €	22 %	1 491 324,28 €	-3 %	1 451 975,01 €

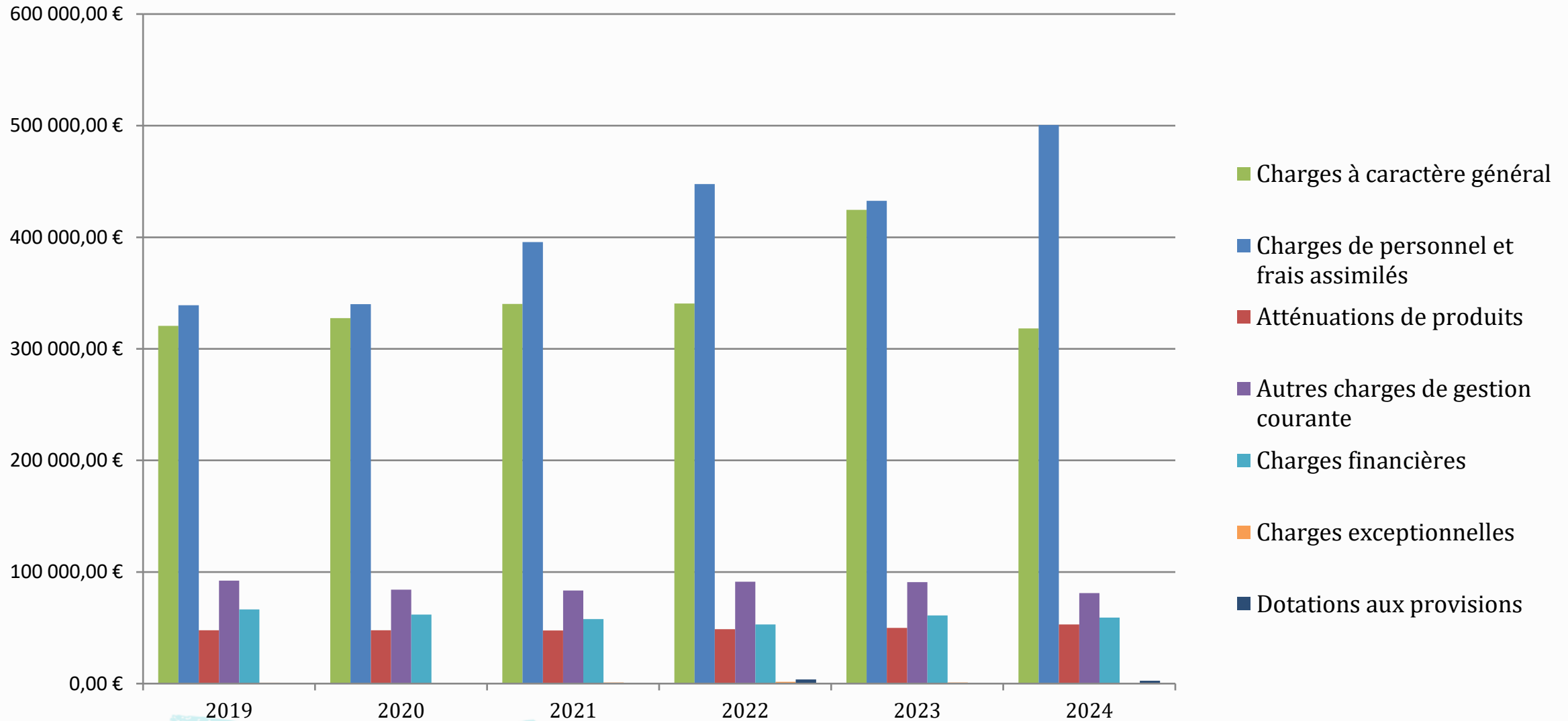
Principales variations des recettes

Numéro	Libellé	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024-23	VAR 24-23	MOYENNE	24-MOYEN	VARIATION
013	Atténuations de charges	2 273	2 452	8 002	5 044	8 526	32 806	24 280	284,8%	5 259	27 547	523,8%
6459	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévo	2 273	0	0	2 564	8 438	32 250	23 812	282,2%	2 655	29 595	1114,7%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	26 488	878	12 558	0	52 336	0	-52 336	-100,0%	18 452	-18 452	-100,0%
722	Travaux regies	0	0	0	0	52 336	0	-52 336	-100,0%	10 467	-10 467	-100,0%
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	74 340	64 660	58 712	61 510	92 202	66 461	-25 741	-27,9%	70 285	-3 824	-5,4%
70323	Redevance d'occupation du domaine public communal	15 175	10 995	5 647	1 637	33 729	18 616	-15 113	-44,8%	13 436	5 179	38,5%
70876	par le GFP de rattachement	908	1 104	816	913	11 146	5 518	-5 628	-50,5%	2 978	2 540	85,3%
70878	par d'autres redevables	16 502	16 648	13 631	21 738	6 697	0	-6 697	-100,0%	15 043	-15 043	-100,0%
73	Fiscalité locale	61 652	72 894	72 620	119 240	120 346	108 806	-11 540	-9,6%	89 350	19 455	21,8%
73223	Fonds départemental des DTMO pour les communes de moi	19 955	20 509	20 168	39 129	38 899	28 442	-10 457	-26,9%	27 732	710	2,6%
731	Impôts et taxes	479 436	492 777	525 786	545 307	665 222	677 569	12 347	1,9%	541 706	135 864	25,1%
73111	Impôts directs locaux	479 436	492 411	525 282	545 307	629 590	672 371	42 781	6,8%	534 405	137 966	25,8%
73118	Autres Contributions Directes	0	0	0	0	33 832	601	-33 231	-98,2%	6 766	-6 165	-91,1%
74	Dotations, subventions et participations	447 975	450 037	425 644	413 177	428 513	472 278	43 765	10,2%	433 069	39 209	9,1%
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes	0	0	0	0	139 707	125 737	-13 970	-10,0%	27 941	97 796	350,0%
741128	Dotation d'aménagement - Autres composants	0	0	0	0	0	22 630	22 630		0	22 630	
74833	Etat - Compensation exoneration taxes d'habitation	0	0	0	0	66 386	102 747	36 361	54,8%	13 277	89 470	673,9%
74835	Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habi	30 534	34 681	0	7 090	6 902	0	-6 902	-100,0%	15 841	-15 841	-100,0%
7488	Autres attributions et participations	3 979	5 806	4 828	6 753	8 073	2 390	-5 683	-70,4%	5 888	-3 498	-59,4%
75	Autres produits de gestion courante	103 865	99 857	83 101	77 936	121 416	89 184	-32 232	-26,5%	97 235	-8 051	-8,3%
758	Produits divers de gestion courante	0	0	0	0	33 951	0	-33 951	-100,0%	6 790	-6 790	-100,0%

1.2. Dépenses de fonctionnement



1.2. Dépenses de fonctionnement



1.2. Dépenses de fonctionnement

		2019	Evol	2020	Evol	2021	Evol	2022	Evol	2023	Evol	2024
011	Charges à caractère général	320 543,30 €	2 %	327 553,07 €	4 %	340 157,00 €	0 %	340 591,30 €	25 %	424 610,47 €	-25 %	318 370,44 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	339 074,90 €	0 %	340 006,26 €	16 %	395 741,89 €	13 %	447 718,10 €	-3 %	432 695,00 €	16 %	500 559,59 €
014	Atténuations de produits	47 877,00 €	-0 %	47 847,00 €	-1 %	47 517,00 €	3 %	48 707,00 €	3 %	49 965,00 €	6 %	52 982,00 €
65	Autres charges de gestion courante	92 347,41 €	-9 %	84 088,34 €	-1 %	83 397,87 €	10 %	91 362,22 €	-1 %	90 839,00 €	-11 %	81 111,74 €
66	Charges financières	66 507,82 €	-7 %	61 830,31 €	-7 %	57 737,64 €	-8 %	52 939,99 €	16 %	61 151,92 €	-3 %	59 146,92 €
67	Charges exceptionnelles	835,32 €	-22 %	648,90 €	49 %	968,00 €	73 %	1 674,59 €	-37 %	1 053,00 €	-93 %	78,50 €
68	Dotations aux provisions	0,00 €	0 %	0,00 €	0 %	500,00 €	640 %	3 700,00 €	-100 %	0,00 €	0 %	2 584,70 €
	Dépenses réelles de fonctionnement	867 185,75 €	-1 %	861 973,88 €	7 %	926 019,40 €	7 %	986 693,20 €	7 %	1 060 314,39 €	-4 %	1 014 833,89 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	115 673,64 €	77 %	204 864,70 €	-68 %	66 180,84 €	-31 %	45 944,92 €	-2 %	45 092,00 €	-5 %	42 658,32 €
	Opérations d'ordre	115 673,64 €	77 %	204 864,70 €	-68 %	66 180,84 €	-31 %	45 944,92 €	-2 %	45 092,00 €	-5 %	42 658,32 €
	Total dépenses de fonctionnement	982 859,39 €	9 %	1 066 838,58 €	-7 %	992 200,24 €	4 %	1 032 638,12 €	7 %	1 105 406,39 €	-4 %	1 057 492,21 €

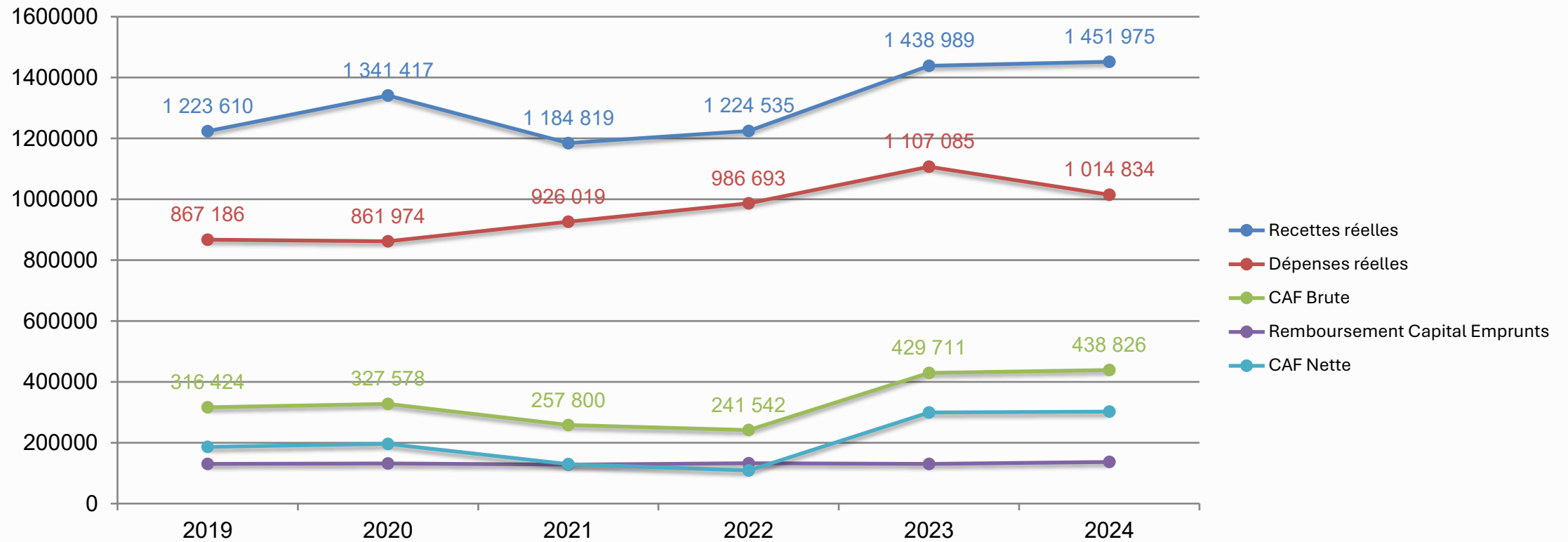
Principales variations des dépenses

Numéro	Libellé	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024-23	VAR 24-23	MOYENNE 24-MOYEN	VARIATION	
011	Charges à caractère général	320 543	327 553	340 157	340 591	424 610	318 370	-106 240	-25,0%	350 691	-32 321	-9,2%
60612	Énergie - Électricité	42 976	40 314	37 929	29 086	67 795	42 273	-25 522	-37,6%	43 620	-1 347	-3,1%
60621	Combustibles	33 116	25 202	30 400	43 822	42 240	27 296	-14 945	-35,4%	34 956	-7 660	-21,9%
611	Contrats de prestations de services	0	0	0	3 256	25 999	6 411	-19 588	-75,3%	5 851	560	9,6%
61358	Autres locations mobilières (non roulants)	0	0	0	0	16 181	0	-16 181	-100,0%	3 236	-3 236	-100,0%
615231	Voiries	4 612	5 216	7 141	4 437	22 484	11 901	-10 583	-47,1%	8 778	3 123	35,6%
61551	Entretien Matériel roulant	3 463	6 414	7 271	6 899	12 122	3 546	-8 576	-70,7%	7 234	-3 688	-51,0%
62268	Autres honoraires, conseils ...	0	0	0	0	8 902	3 562	-5 340	-60,0%	1 780	1 782	100,1%
6284	Redevances pour services rendus	6 291	4 978	6 520	2 673	10 592	5 225	-5 368	-50,7%	6 211	-986	-15,9%
012	Charges de personnel et frais assimilés	339 075	340 006	395 742	447 718	432 695	500 560	67 865	15,7%	391 047	109 512	28,0%
64118	Autres indemnités	0	0	0	0	5 561	30 705	25 144	452,2%	1 112	29 593	2660,8%
64131	Rémunérations	0	0	0	0	62 197	53 599	-8 598	-13,8%	12 439	41 159	330,9%
64138	Autres indemnités	0	0	0	0	5 547	12 817	7 270	131,1%	1 109	11 708	1055,3%
6453	Cotisations aux caisses de retraites	47 292	48 391	55 566	57 001	60 943	71 493	10 550	17,3%	53 839	17 654	32,8%
6455	Cotisations pour assurance du personnel	10 906	9 289	10 197	14 849	17 934	46 289	28 355	158,1%	12 635	33 654	266,4%
73921	Prélèvements pour reversements de fiscalité entre coll	46 771	46 771	46 771	46 771	46 771	0	-46 771	-100,0%	46 771	-46 771	-100,0%
65	Autres charges de gestion courante	92 347	84 088	83 398	91 362	90 839	81 112	-9 727	-10,7%	88 407	-7 295	-8,3%
65748	Autres personnes de droit privé	0	0	0	0	20 636	15 500	-5 136	-24,9%	4 127	11 373	275,6%

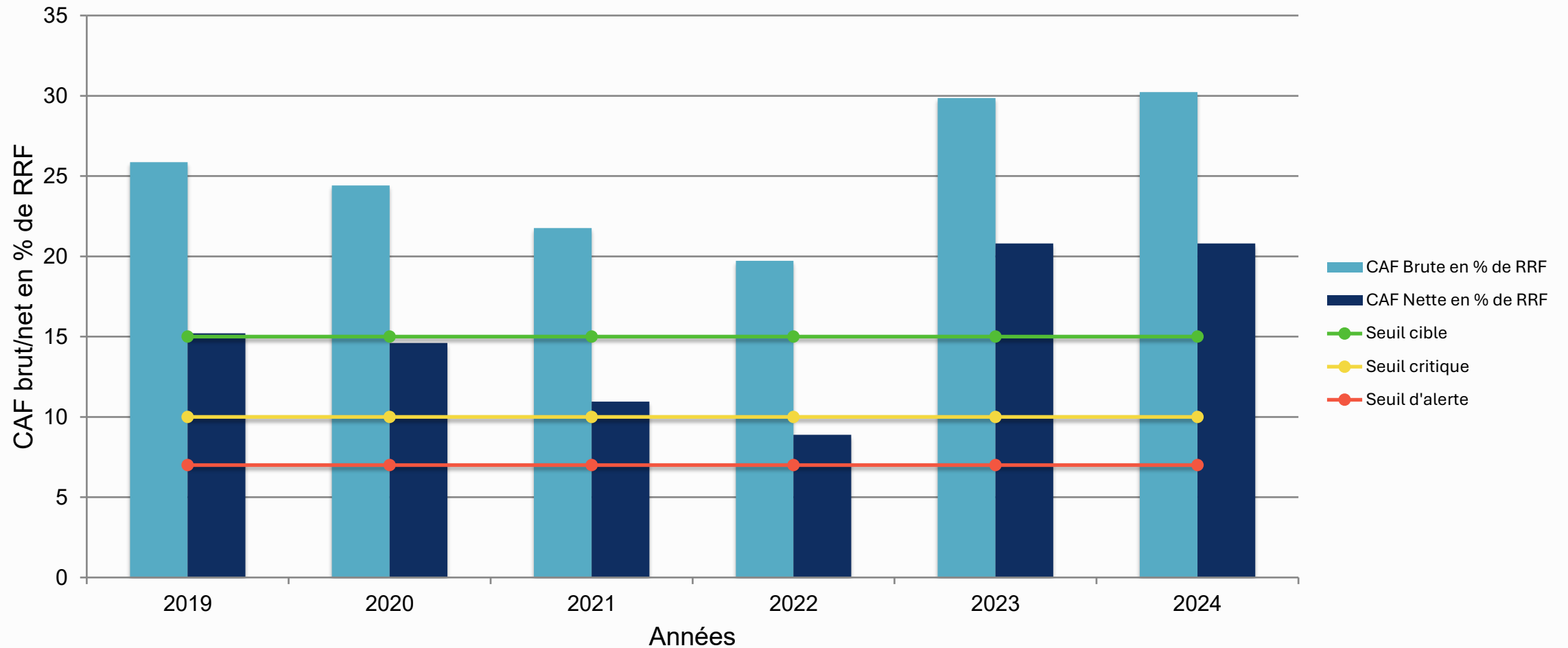
1.3. Autofinancement brut et net

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	1 250 097,69 €	1 342 294,34 €	1 197 377,54 €	1 224 535,25 €	1 491 324,28 €	1 451 975,01 €
Dépenses de fonctionnement	982 859,39 €	1 066 838,58 €	992 200,24 €	1 032 638,12 €	1 105 406,39 €	1 057 492,21 €
Résultat de l'année	267 238,30 €	275 455,76 €	205 177,30 €	191 897,13 €	385 917,89 €	394 482,80 €
Capacité d'autofinancement brute	316 423,95 €	327 577,86 €	257 799,79 €	241 542,05 €	429 710,93 €	438 825,82 €
CAF Brute en pourcentage de RRF	26 %	24 %	22 %	20 %	30 %	30 %
Epargne Courante	417 574,89 €	431 029,91 €	354 567,21 €	342 542,69 €	488 081,15 €	547 062,28 €
Epargne de Gestion	53 233,16 €	158 089,64 €	9 487,22 €	-3 053,65 €	1 709,98 €	2 207,76 €
Remboursement capital emprunts	130 318,00 €	131 710,00 €	127 966,00 €	132 763,00 €	130 387,00 €	136 702,00 €
Capacité d'autofinancement nette	186 105,75 €	195 867,83 €	129 834,09 €	108 778,70 €	299 323,45 €	302 123,46 €
% remboursement CAF par la dette	41 %	40 %	50 %	55 %	30 %	31 %
Capital restant dû	1 679 634,66 €	1 549 316,46 €	1 567 606,43 €	1 439 640,73 €	1 806 877,38 €	1 676 489,90 €
Désendettement année CAF	5 ans, 4 mois	4 ans, 9 mois	6 ans, 1 mois	6 ans	4 ans, 2 mois	3 ans, 10 mois

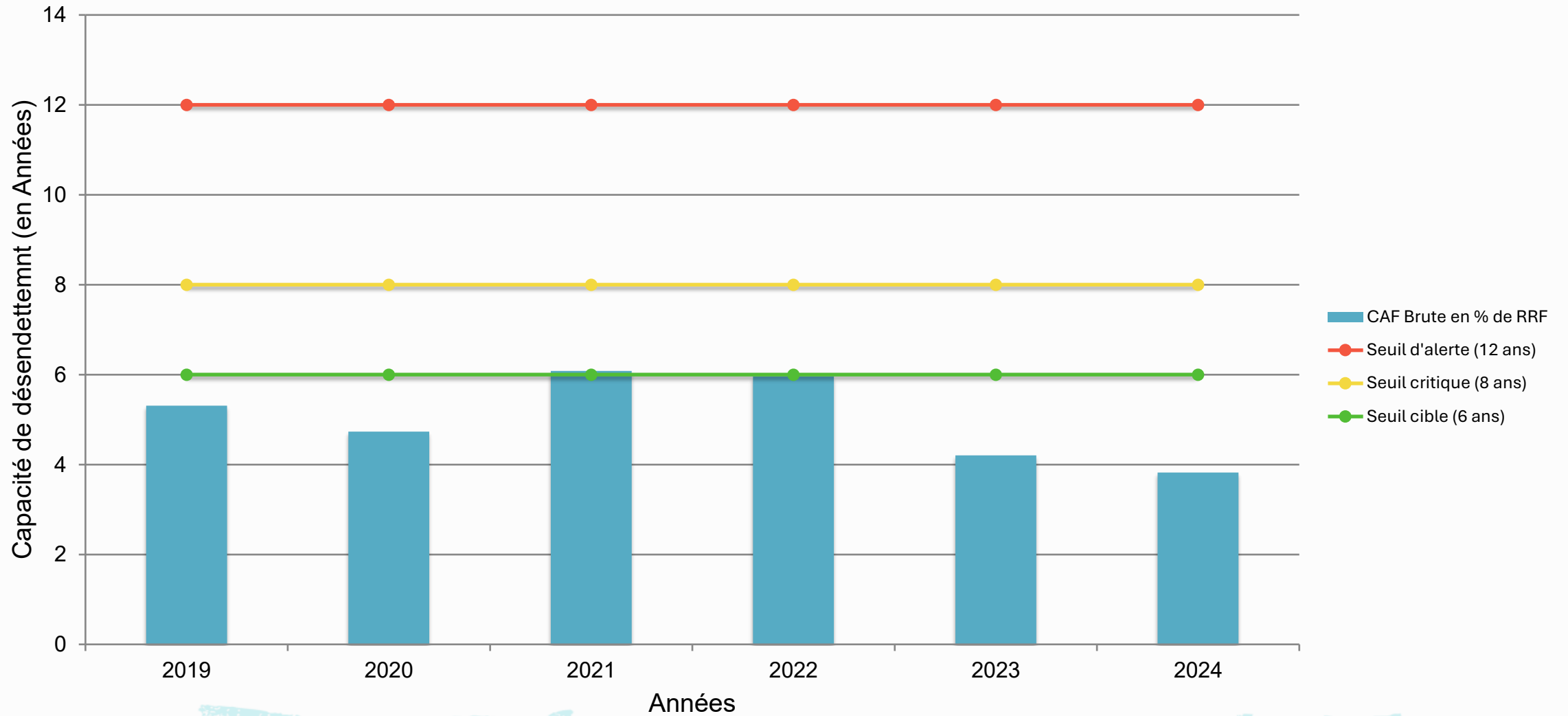
1.3. Autofinancement brut et net



1.3. Autofinancement brut et net



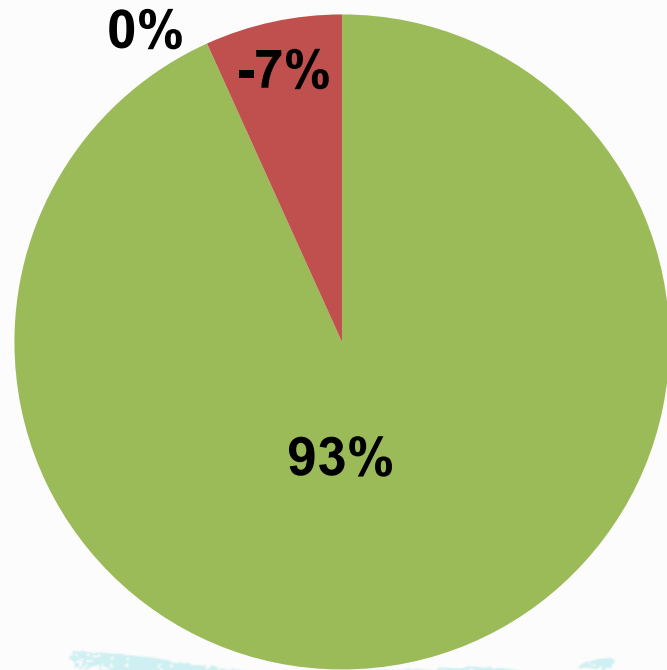
1.3. Autofinancement brut et net



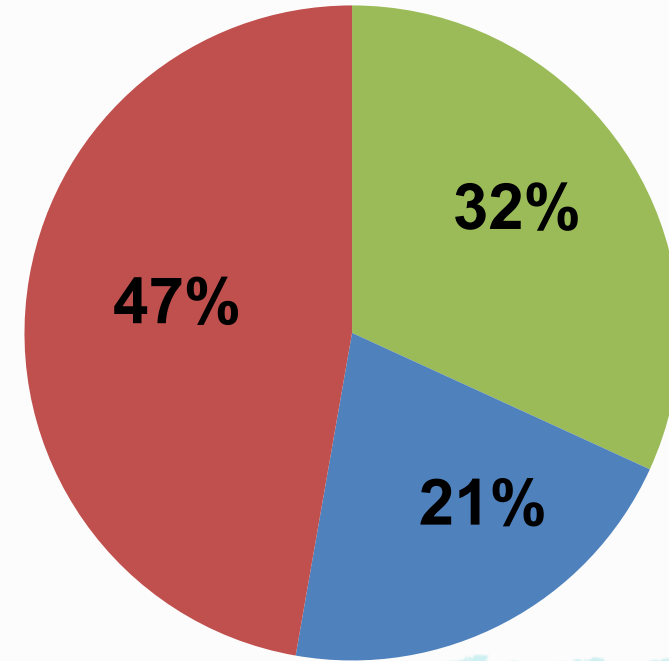
1.4. Investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Investissements réalisés	251 408,53 €	318 547,66 €	347 248,69 €	185 646,25 €	1 593 255,60 €	411 360,92 €	3 107 467,65 €
Subventions reçues	137 301,59 €	9 546,44 €	24 030,71 €	14 600,00 €	360 314,06 €	443 518,80 €	989 311,60 €
Emprunts	0,00 €	150 000,00 €	0,00 €	0,00 €	500 000,00 €	0,00 €	650 000,00 €
Autofinancement	114 106,94 €	159 001,22 €	323 217,98 €	171 046,25 €	732 941,54 €	-32 157,88 €	1 468 156,05 €

Année 2024



Années 2019 à 2024



■ Subventions reçues ■ Emprunts ■ Autofinancement

■ Subventions reçues ■ Emprunts ■ Autofinancement

Résultat Prévisionnel section de fonctionnement

Recettes 1 451 975,01 €	—	Depenses 1 057 492,21 €	=	Résultat 394 482,8 €
Résultat 394 482,8 €	+	Report N-1 385 915,58 €	=	Résultat section fonctionnement 780 398,38 €

Résultat Prévisionnel section investissement

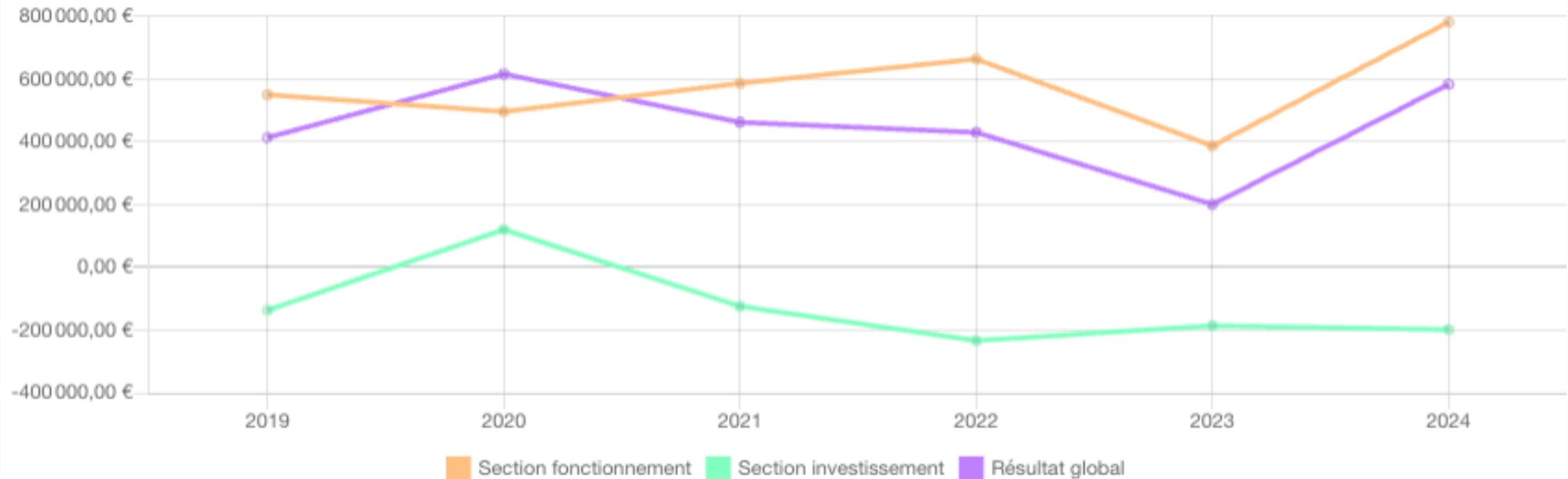
Recettes 606 672,13 €	—	Depenses 618 966,62 €	=	Résultat -12 294,49 €
Résultat -12 294,49 €	+	Report N-1 -185 956,54 €	=	Résultat section investissement -198 251,03 €

Résultat Prévisionnel global

Résultat section fonctionnement 780 398,38 €	+	Résultat section investissement -198 251,03 €	=	Résultat global 582 147,35 €
--	---	---	---	---------------------------------

Evolution du fonds de roulement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Section fonctionnement	548 818,36 €	495 055,31 €	585 184,66 €	662 143,13 €	385 917,89 €	780 398,38 €
Section investissement	-136 287,62 €	119 713,28 €	-124 107,45 €	-233 260,63 €	-185 955,65 €	-198 251,03 €
Résultat global	412 530,74 €	614 768,59 €	461 077,21 €	428 882,50 €	199 962,24 €	582 147,35 €



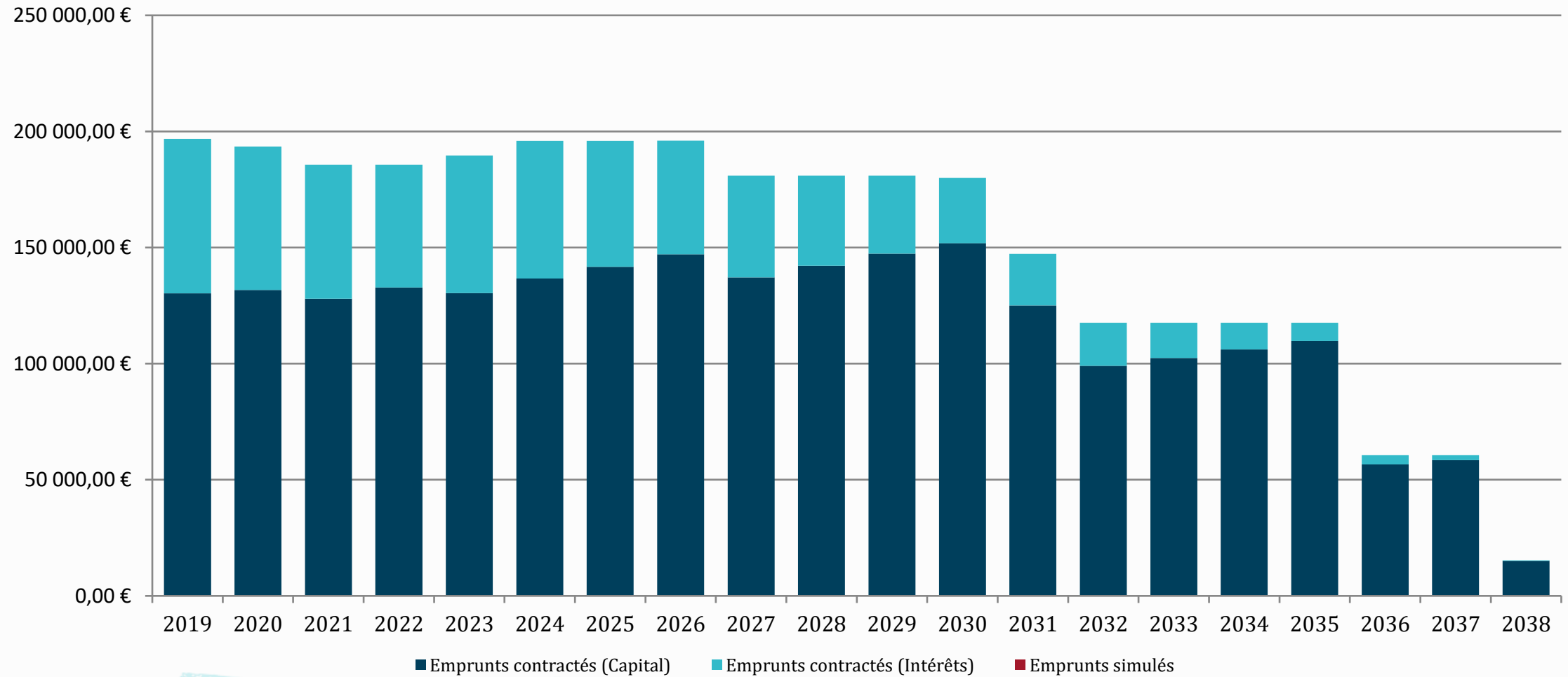


2. Structuration de la dette

2.1. Annuités

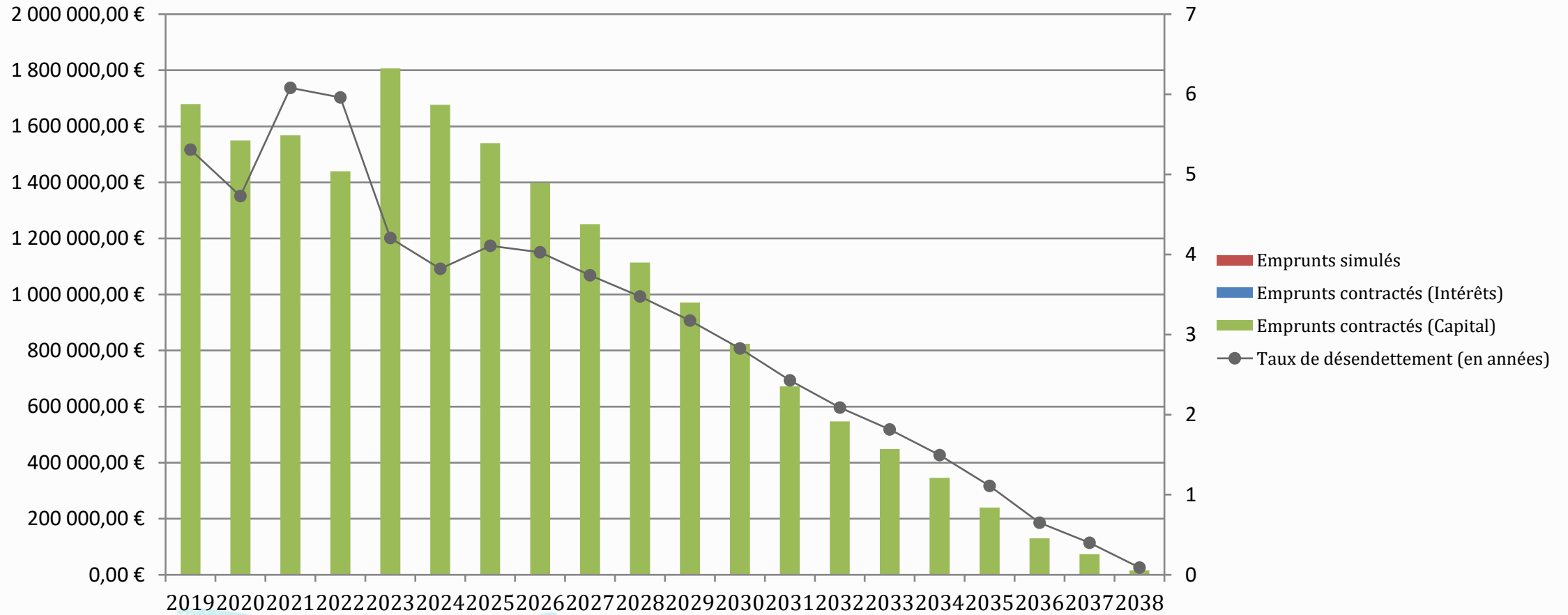
2.2. Capital restant dû

2.1. Annuités



2.2. Capital restant dû

Capital restant dû et taux de désendettement par annuité





3. Débat d'orientation budgétaire

3. Débat d'orientation budgétaire

	Année 2025	Année 2026	Année 2027	Année 2028	Année 2029	Année 2030
Objectif CAF	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €
Remboursement des emprunts	141 662 €	147 091 €	137 160 €	142 161 €	147 372 €	151 804 €
CAF Nette	158 338 €	152 909 €	162 840	157 839 €	152 628 €	148 196 €
Investissements récurrents	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Autofinancement net	128 338 €	122 909 €	132 840 €	127 839 €	12 628 €	118 196 €
Taux de Désendettement	5,13	4,66	4,17	3,71	3,24	2,71
Remboursement emprunt	47%	49%	46%	47%	49%	51%
Capital restant dû	1 539 787 €	1 398 125 €	1 251 033 €	1 113 872 €	971 711 €	824 339 €